

STRASBOURG Google et Twitter à « Bizz & Buzz » Les géants lorgnent les petits...



Mathieu Gabard de Twitter France. PHOTO DNA - JEAN-CHRISTOPHE DORN

Des représentants français de Google pour les Pros et Twitter étaient hier à Strasbourg pour présenter leurs solutions commerciales.

Il a beaucoup été question, dans le cadre du festival « Bizz and Buzz », à la CCI, de géolocalisation et de ciblage. La proximité est le nouvel eldorado que veut explorer le célèbre moteur de recherche qui domine sans partage en France ; la publicité ciblée mobilise aussi le réseau social de microblogging qui a créé son entité française il y a deux ans.

Les petites et moyennes entreprises françaises sont loin d'être alignées sur les usages des internautes, est venue expliquer Emmanuelle Rosset, chef de projet (Google) : quatre entreprises françaises sur dix seulement disposent d'un site internet, alors que sept internautes sur dix font des recherches en ligne liées à des produits ou des services ; six Français sur dix procèdent à des achats en ligne, alors qu'une entreprise française sur dix seulement dispose d'un site marchand...

Internet mène au monde réel, d'une requête à une boutique ou un restaurant, il n'y a souvent qu'un pas, particulièrement depuis l'explosion des usages mobiles et de la géolocalisation.

« Google my business »

« Google my business », interface lancée en juin 2014, est dans la stratégie du géant américain l'outil qui permettra de mettre en relation entreprises commerciales et internautes.

Pour un professionnel, la page « Google My Business », qui se place à droite des réponses à une

STRASBOURG Colloque Les clusters, futurs moteurs de la croissance en Europe

Pour peu qu'ils se mettent eux-mêmes en réseau, les clusters peuvent devenir des moteurs de la croissance en Europe. C'est en tout cas l'avis des experts réunis depuis hier au Parlement européen pour débattre de leurs perspectives de développement.

Les pôles de compétitivité et les grappes d'entreprises l'ont démontré à l'échelle locale : les stratégies mises en place depuis 15 ans pour fédérer les entreprises et les rapprocher du monde de la recherche ont été dans la plupart des cas source d'innovation, de développement économique et de création d'emplois.

Cette méthode, qui a également fait ses preuves à l'étranger, mérite donc d'être poursuivie et amplifiée, ont estimé hier les 360 participants des European Cluster Days qui se tiennent jusqu'à ce soir au Parlement européen à Strasbourg.

« Nous souhaitons développer des collaborations entre les clusters en Europe et au-delà pour permettre aux entreprises, et notamment aux PME, d'aller chercher des marchés à l'international », a résumé Jean-Luc Ansel, président du réseau France Cluster, à l'initiative de ce colloque qui réunit des animateurs de clusters, des

requête sur le moteur de recherche, offre une visibilité augmentée, avec carte localisant l'enseigne et infos pratiques qui peuvent être mises à jour en prime. La solution est gratuite, le contenu s'adapte automatiquement au support, avec une bonne lisibilité en version mobile. « Google My Business » fédère l'ensemble des services : google maps, visites virtuelles, « adwords » (lien sponsorisés), et le (poussif) réseau social Google +. Selon une stratégie bien rodée, la création de la page est gratuite, les services qui y sont attachés ne le sont pas.

Un transfuge chez Twitter

Transfuge de Google pour les Pros, arrivé à Twitter France il y a un an et demi, Mathieu Gabard, directeur marketing ventes, incarne la volonté du réseau social de valoriser désormais son audience. Twitter mise aussi sur le ciblage, géographique et par centre d'intérêts. Twitter Ads propose le pendant des liens sponsorisés de Google, avec des messages mis en avant auprès de réseaux préalablement triés. Les célèbres hashtags (#) peuvent être achetés, ce qui n'est pas sans importuner la communauté. Et Twitter est en train de développer « Buy Now », solution qui permet de procéder à un achat, depuis un mobile, sans quitter le site de microblogging. Mathieu Gabard a parlé du voisin parisien de son entreprise, un restaurateur qui poste ses plats du jour sur Twitter. Le réseau mondial s'intéresse à ce qui se passe au coin de la rue. Et veut comme Google en faire son affaire.

CHRISTIAN BACH

► « Bizz & Buzz » se poursuit aujourd'hui. Renseignement sur bizzandbuzz.fr/. #bzbalsace

entrepreneurs, des institutionnels, des enseignants et des chercheurs d'une vingtaine de pays. « Les clusters, a souligné Guido Rebstock, du ministère de l'Économie et des Finances du Bade-Wurtemberg, peuvent apporter une contribution essentielle au développement de la compétitivité de l'Union européenne qui dépend fortement de la capacité d'innovation des entreprises ». Une mise en réseau de ces structures à l'échelle transfrontalière voire transnationale permettra notamment de « consolider et de faire émerger de nouvelles filières d'activité » et de nouveaux modèles économiques, a estimé Marc-Etienne Pinauld, du Commissariat général à l'égalité des territoires.

Cet objectif, ont constaté les intervenants, ne pourra pas être atteint sans l'aide des pouvoirs publics. Avec la réforme territoriale française, il va ainsi falloir « redéfinir la responsabilité des collectivités locales et de l'État dans le soutien qui peut être apporté à ces réseaux d'entreprises », a constaté M. Pinauld. Le sujet, a-t-il relevé, est également éminemment européen. Pour M. Ansel, il revient à présent aux institutions de l'Union de définir « un cadre pour encourager les clusters à devenir un moteur européen de la croissance ».

O.W.

SERVICES Mise en œuvre du plan stratégique à horizon 2020

La Poste + cinq ans

Icône des services de proximité, La Poste, qui emploie 5 400 personnes en Alsace, veut accélérer sa transformation en offrant de nouveaux services.

À horizon 2020, cap fixé par la feuille de route stratégique du président Philippe Wahl, La Poste devrait présenter un visage très différent. Pas seulement au niveau central, avec le regroupement de ses sièges sur un seul site à Issy-les-Moulineaux, mais surtout dans les territoires. « La Poste est soumise en France aux mêmes évolutions que ses homologues européens, avec une baisse du courrier traditionnel. Nous avons fait le choix de continuer sur l'ensemble de nos métiers », indique Anne-Marie Jean, déléguée régionale du groupe, aux côtés de Gilles Sochandamond, directeur du service courrier et colis, et de Laurence Monlouis, directrice du réseau et de la Banque Postale, les uns et les autres ayant beaucoup de nouveautés à annoncer.

« Allier la force du numérique et l'étendue du réseau physique »

Côté courrier, Gilles Sochandamond a annoncé que 850 facteurs sont équipés de smartphones et que tous, soit 1700 personnes, en seraient dotés d'ici fin juin. « Nous devenons un réseau entièrement connecté avec ce petit outil magique. Le facteur va apporter sa connexion numérique à tout le monde », indique le responsable. Suivi des colis, signature électronique, compte rendu de



Gilles Sochandamond, Anne-Marie Jean et Laurence Monlouis. PHOTO DNA - JEAN-CHRISTOPHE DORN

la tournée, le facteur cliquera plus d'une fois. « Le courrier baisse de 6 % en moyenne par an. Cela veut dire que d'ici 2020, je perds la moitié de mes services... » La parade est connue : les facteurs sont invités à rendre d'autres services : portage de médicaments, relevés de compteurs, visite de personnes isolées ou fragiles, collecte de vieux papier. L'imagination de La Poste est sans limite mais elle a nécessairement des partenaaires. Pour l'instant, seules treize pharmacies, surtout en dehors des grandes villes, ont signé des conventions avec La Poste, qui compte multiplier ces accords. Côté industriel, donc invisible du public, la stratégie consiste à concentrer les machines de tri sur un seul point, en fait à Holtzheim, pour accroître leur utilisation. La Poste veut

aussi accélérer son passage à l'énergie électrique pour ses véhicules afin de réduire un poste carburant considérable.

Dans le réseau, où coexistent les missions bancaires et postales, l'heure est à une formation massive pour étendre la compétence, le champ d'action des guichetiers. La Poste veut aussi, parmi de nombreux autres services, proposer l'accès à l'impression 3 D pour ses clients professionnels, mettre en place la récupération des téléphones mobiles usagés, qui seront rachetés dans certains bureaux, à compter du 23 mars. « Aucune autre entreprise que La Poste ne dispose d'un accès à 100 % des clients professionnels », souligne M^{me} Monlouis. Elle relève aussi la poursuite de l'investissement dans le front de vente : 20 millions d'euros ont été in-

vestis de 2010 à 2014 pour rénover 100 bureaux ; douze le seront en 2015, certains ayant peut-être vocation à devenir des « Maisons du service public », un concept encore absent d'Alsace. « À La Poste, le numérique est devenu une branche d'activité à part entière. Notre carte, c'est d'allier la force du numérique et l'étendue du réseau physique, avec nos bureaux et nos facteurs », résume Anne-Marie Jean. ■

ANTOINE LATHAM

► À l'issue de la réunion de concertation convoquée hier, le syndicat CFTC postes et télécoms a levé son appel à la grève lancé aux facteurs d'Alsace à compter de ce 19 mars. Ils ont obtenu le paiement au temps réel des heures supplémentaires occasionnées par la distribution des plis électoraux.

LOGEMENT Rénovation BBC

La maîtrise de l'énergie fait son nid dans les copropriétés

Depuis 2010 la Fédération nationale de l'immobilier (Fnaim) Alsace facilite la rénovation thermique des immeubles collectifs privés. À ce jour, seize opérations ont été lancées par des syndicats adhérents.

DE PAR LE NOMBRE d'interlocuteurs à convaincre et l'hétérogénéité de leurs niveaux de revenus, la réalisation d'une opération de travaux d'économie d'énergie est autrement plus longue et complexe à finaliser dès lors qu'il s'agit d'une copropriété. Depuis 2010, pas moins de vingt-deux copropriétés en Alsace ont passé outre les freins existants et entrepris des travaux pour amener leurs bâtiments au niveau BBC (basse consommation, soit moins de 104 kWh/m²/an). « Cela représente 1 300 logements dont les propriétaires ont bénéficié, au total, de près de 4 millions de subventions versées par la Région et l'Ademe au titre du programme energie.gouv.fr qui soutient notamment les projets de maîtrise de l'énergie ». Si les aides financières constituent un élément déclencheur déterminant, encore faut-il les connaître et les mobiliser ! La



Travaux d'isolation à La Belle Demeure, rue de l'Engelbreit à Strasbourg. PHOTO DNA - MARC ROLLMANN

mission d'accompagnement mise en place par la Fédération nationale de l'immobilier (Fnaim) Alsace en partenariat avec la Région, l'Ademe et l'Eurométropole de Strasbourg, a encouragé le mouvement en facilitant les démarches. « Elle a joué un rôle de pionnier en formant les syndicats et les conseillers syndicaux aux enjeux de la performance énergétique. Celle-ci permet de réduire la facture d'énergie des occupants tout en préservant la valeur du patrimoine immobilier », insiste Daniel Bintz, président de la Fnaim Alsace. L'organisation professionnelle a pour cela recruté en juin 2010

une éco-conseillère diplômée de l'INSA Strasbourg, Læticia Lecouturier. Dans l'intervalle, son intervention a notamment contribué au lancement de travaux thermiques dans pas moins de seize copropriétés gérées par des syndicats affiliés à la Fnaim.

Un reste à payer variable

La plus importante en volume (3 bâtiments, 144 logements) et en montants d'investissement (1,12 million d'euros de travaux) est sur le point de s'achever rue de l'Engelbreit à Strasbourg. « On a commencé par un audit énergétique en 2012. Les travaux d'isolation, de ventilation et de domo-

tique ont été votés en AG fin 2013. Le chantier a démarré en juillet dernier et le premier bâtiment doit être livré fin mars », résume Lionel Halphen (CBI gestion), syndic de la copropriété La Belle Demeure érigée en 1967. « Pour un 5 pièces, aides déduites, le reste à payer peut varier de 1 500 à 10 000 euros selon les revenus des propriétaires ».

Les travaux d'isolation sont également sur le point de s'achever à la résidence Schweitzer (20 logements, 301 000 euros de travaux), dans la rue du même nom à Huningue : « Sans les aides financières le projet n'aurait pu se faire. Elles couvrent jusqu'à 80 % de l'investissement individuel des copropriétaires les moins fortunés », observe le syndic Thierry Tavani (Newgest).

À Saint-Louis, la rénovation thermique de la résidence Le Petit Chenonceau construite en 1970 rue de Mulhouse (35 logements ; 479 500 euros de travaux) est en revanche achevée depuis plusieurs mois : « On n'a pas encore de retours chiffrés précis mais on devrait arriver à 70 % de réduction des charges énergétiques », confie le syndic Rachel Brobecker (Cagim) qui s'apprete à lancer deux autres projets de rénovation BBC en copropriété dans les semaines qui viennent. ■

X.T.